

Au Liban, les réfugiés syriens face à un difficile retour

Sur la base du volontariat, plus de 3 000 personnes vont quitter Ersal, au Liban, pour retrouver leur pays

REPORTAGE

ERSAL (LIBAN) - envoyée spéciale

Quatre ans après avoir fui la guerre, Sawsan s'apprête à rentrer en Syrie, dans sa bourgade de Flita. « Je suis joyeuse et inquiète à la fois », confie-t-elle depuis Ersal, une petite ville de l'extrême est du Liban, toute proche de la frontière, où plus d'un habitant sur deux est un réfugié syrien. Ses bagages ne sont pas encore prêts : « On possède si peu de choses qu'il faudra trente minutes à peine pour tout mettre en ordre », ironise cette mère de 40 ans. La tente est nue : une lampe à pétrole pour les soirs sans électricité, des matelas et un vieux poste de télévision.

Avec son mari, Sawsan a longuement réfléchi. Le ras-le-bol de la misère dans un camp informel, aux marges d'Ersal, les difficultés de leurs deux cadets à l'école libanaise, le désir de retrouver leurs proches en Syrie, l'ont emporté face aux incertitudes du retour. La promulgation par Damas, en avril, du « décret 10 », cette loi dite de « renouveau urbain », qui pourrait déboucher sur des expropriations de masse, a achevé de les convaincre. « Je ne veux pas être dépossédée, ni de notre maison partiellement détruite, ni de nos terres et de nos arbres fruitiers », explique Sawsan.

La crainte d'être spoliés, en cas d'absence, et de la diminution, au Liban, des aides internationales, sont les principales motivations d'autres candidats au retour. Plus de 3 000 Syriens installés à Ersal se sont enregistrés pour regagner leurs villages en zone gouvernementale du massif du Qalamoun, qui borde le pays du Cèdre. Facilitée par des notables de cette région, l'opération est en cours de coordination par les services de sécurité libanais et syriens.

Les départs sont donnés pour imminents. Il s'agit du deuxième retour organisé cette année depuis le Liban, pays de 6,3 millions d'habitants où plus d'un million de Syriens ont trouvé refuge. Les réfugiés traverseront, dans leurs propres véhicules, les territoires isolés de la montagne surplombant Ersal, théâtre d'ultimes combats durant l'été 2017.

« C'est une bonne chose pour nous et pour les réfugiés. Mais j'ai peur pour leur sécurité en Syrie », explique Merhi Fliti, un Libanais d'Ersal à la tête d'une ONG. Car la présence massive des déplacés à Ersal pèse sur les infrastructures et laisse des cicatrices.

Polémiques

La ville a aussi été, pendant plusieurs années, une base arrière pour des combattants rebelles ou djihadistes ; des combats les y ont opposés, en 2014, à l'armée libanaise. « Rentrer, c'est un choix individuel, humain, renchérit l'interlocuteur. Hélas, des responsables libanais politisent ce dossier. » Ces départs se préparent sur fond de polémiques. Le président Michel Aoun martèle que le retour des ré-

fugiés doit être amorcé avant une solution politique en Syrie, au nom de la « stabilité » du Liban.

Début juin, son gendre, Gebran Bassil, ministre sortant des affaires étrangères, a accusé le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) de dissuader les déplacés de rentrer. En guise de sanction, il a gelé l'octroi des permis de résidence des expatriés

Beaucoup de réfugiés auraient préféré que le retour se déroule sous protection de l'ONU

de l'agence internationale. Ses accusations sont rejetées par l'équipe de l'ONU.

Pour le HCR, les conditions en Syrie ne sont pas réunies pour parrainer des retours. « Mais nous ne nous opposons pas aux départs choisis », défend Mireille Girard, représentante du HCR au Liban. Plusieurs leaders libanais appuient la ligne de M. Aoun et de son entourage. D'autres la critiquent, à l'instar de l'ex-député Walid Joumblatt, qui dénonce une campagne « raciste ».

Les candidats au retour ne sont qu'une poignée des 50 000 réfugiés de la ville. « Nous espérons que d'autres départs suivront. Mais nous n'expulserons personne, assure Bassel Al-Hejiri, président de la municipalité d'Ersal. Les Syriens enregistrés se sont rendus à l'idée que le régime [de Bachar Al-Assad]

a gagné la guerre. » A Ersal, le cœur d'une majorité de réfugiés a longtemps battu pour la rébellion.

« On ne se sent pas sous pression, ni du HCR pour rester, ni du Liban pour s'en aller, malgré le tapage médiatique. Les Syriens sont livrés à eux-mêmes », juge Abou Ahmed, chef du camp informel As-Salam, à Ersal, aux allées rocailleuses.

« On rentre sans garanties »
Beaucoup auraient préféré que le

retour se déroule sous protection de l'ONU. « On rentre sans garanties », dit Sawsan, qui laissera au Liban son aîné de 22 ans pour le soustraire au service militaire. De l'aide humanitaire parviendra-t-elle au Qalamoun ? Plus au sud, à Beit Jinn, localité où 500 Syriens sont rentrés du Liban en avril dans des bus affrétés par Damas, le HCR n'a pas été

autorisé à entrer. « Nos équipes en Syrie ont pu, par contre, accéder à Assal Al-Ward [où des dizaines de familles sont revenues d'Ersal en 2017]. La situation y était assez décente », relève Mireille Girard.

Abou Ahmed, le chef de camp, originaire de Flita, doute que la totalité des inscrits partiront. Mais il avoue « attendre de voir. Si tout se passe bien pour eux, je rentrerai peut-être ». Pour d'autres Syriens, ce n'est pas une option. « L'envie les familles du Qalamoun qui ont obtenu un accord de réconciliation », sanglote Nazeeha, dont le mari, soldat, avait fait défection. Ses yeux sont cernés. Sa maison, à Qoussair, est en ruine. Le retour est impossible : la ville est classée zone militaire, et les réfugiés redoutent aussi une arrestation.

La moitié des Syriens d'Ersal proviennent de Qoussair et de ses alentours, très tôt ralliés à la rébellion armée. « Souvent, je regrette que la révolution ait eu lieu en Syrie. On vivait sous une dictature. Mais ma vie d'avant me manque. On a tout perdu », déplore cette femme.

Sous un arbre, à l'écart des tentes, Ahmad, 18 ans, tergiverse avant de révéler que sa famille est inscrite pour rentrer. Les départs créent des disputes dans les camps d'Ersal. Ses deux frères aînés ont déserté l'armée syrienne au début du conflit, « pour ne pas devenir des meurtriers, dans la répression ». Ils resteront au Liban. « Pour moi, rentrer est une question d'avenir. Je n'en ai pas ici. Je veux aller à l'université. » Mais, ajoute-t-il, « jusqu'au départ, nous hésiterons ». ■

LAURE STEPHAN

